infOGM

Veille citoyenne d'information sur les OGM et les semences

L’étude Séralini divise la communauté scientifique

Par

Publié le 14/11/2012

L’étude du Professeur Séralini a été publiée le 19 septembre 2012. Presque deux mois plus tard, pas moins d’une dizaine pétitions ou lettres publiques signées par des scientifiques sont venues soutenir ou dénigrer cette étude, preuve, s’il en fallait encore, que ces résultats ne laissent pas indifférents.

Chronologiquement, les premiers à avoir dégainé sont les détracteurs de G.-E. Séralini... Le 27 septembre, ce sont 140 chercheurs qui ont signé une pétition, mise en ligne sur le site du CNRS [1], qui appelle à *« un débat raisonné sur les OGM »*. On pourrait applaudir, car qui ne souhaite pas un débat raisonné sur les OGM ? Sauf que derrière ce titre consensuel, se cachent à la fois une critique de l’étude de G.-E. Séralini et un plaidoyer à peine masqué pour les OGM... En effet, ce texte est truffé de petites phrases assassines et de clichés, issus directement d’un communiqué de presse de Monsanto, comme par exemple le fait que *« qu’aucune agence sanitaire ne soulève de problèmes chez les millions d’animaux de ferme nourris depuis plus de dix ans avec des aliments issus de végétaux génétiquement modifiés, dont le maïs NK603 »*. Cet argument à l’emporte-pièce ne tient pas scientifiquement, tout simplement parce que le bétail est souvent abattu avant sa mort naturelle, donc on ne peut pas voir les éventuels problèmes sanitaires qui auraient pu émerger, ensuite. Conscient de la faiblesse de cet argument, certains mettent en exergue non pas le bétail en général mais les simples reproducteurs, qui eux, vivent plus longtemps... Mais où sont, pour ces derniers, les études comparatives de toxicologie ou d’alimentarité ?

Un beau tour de passe passe...

Ensuite vient le temps de la critique de l’étude proprement dite, et notamment son *« hyper médiatisation, savamment organisée »* qui, à l’instar des fauchages [2] est une *« entrave à un débat serein »*. Etrange amalgame entre le travail de Séralini, qui s’est toujours tenu à l’écart de ce type d’action, et l’action des Faucheurs volontaires... Puis, glissement en douceur, cette pétition mentionne *« des défis majeurs (changement climatique, accroissement rapide de la population mondiale, érosion des surfaces cultivables), pour lesquels il nous faut trouver des solutions sur un pas de temps sans équivalent dans l’histoire de l’humanité »*, et pour résoudre ces défis, *« des outils sont disponibles »*. Et la litanie des promesses vieilles de dix ans s’égrène tranquillement : *« plantes plus résistantes au manque d’eau, aux maladies, utilisant moins de phytosanitaires, enrichies en vitamines ou même vecteurs de vaccin »*. La question n’est donc pas de débattre

raisonnablement des biotechnologies comme le titre l'indique mais de savoir *« dans quelles conditions les utiliser. C'est de ce débat dont nous avons besoin, pas d'une opposition stérile, souvent idéologique, et volontairement stigmatisante »*. Un beau tour de passe passe...

Puis, quelques jours plus tard, le 2 octobre, histoire d'enfoncer le clou, une quarantaine de chercheurs du CNRS, de l'Inserm et de l'Inra publient une tribune dans le journal Marianne [3]. Ils rappellent encore une fois que *« cette étude doit être considérée plus comme un coup médiatique que comme une révélation de résultats scientifiques »*. Et énumèrent, à nouveau, les critiques émises à l'encontre de l'étude de G.-E. Séralini : *« petite taille des effectifs par lot qui ne permet pas de tirer des conclusions statistiques sérieuses »*, *« manque de précisions sur la composition de la nourriture donnée au rats »*, *« lignée de rats qui développent spontanément des tumeurs »*...

Des réactions souvent noyautées

Enfin, le 19 octobre, six Académies [4] publient un communiqué de presse officiel qui affirme *« qu'en raison de nombreuses insuffisances de méthodologie et d'interprétation, les données présentées dans cet article ne peuvent remettre en cause les études ayant précédemment conclu à l'innocuité sanitaire du maïs NK603 et d'une manière plus générale à celle des plantes génétiquement modifiées dont la consommation par les animaux ou les humains a été autorisée »*. Et encore une fois, sont énumérées les mêmes critiques sur le nombre de rats, leurs races, les problèmes statistiques, l'encadrement médiatique... Jusque là, rien d'extraordinaire. Cependant, ces « six Académies » *« proposent que le Président du Conseil supérieur de l'audiovisuel s'adjoigne un Haut comité de la science et de la technologie chargé de lui faire part, de façon régulière, de la manière dont les questions scientifiques sont traitées par les acteurs de la communication audiovisuelle »* : le temps de la science officielle et du contrôle des médias semblent être revenu.
Par ailleurs, ce fameux avis n'est pas représentatif des Académies. Il a été élaboré par un petit groupe d'Académiciens, sans débat avec leurs autres collègues académiciens, alors qu'il s'agit d'une question hautement sensible, voire politique.
Paul Deheuvels, dans une réponse publiée sur le Nouvel Obs [5], déplore l'*« attitude parfaitement scandaleuse »* de cet avis : *« Qui que vous soyez, je ne vous permets pas de parler en mon nom sur un sujet aussi sérieux que celui-ci. Vous auriez pu, et c'est la moindre des choses, organiser un débat, consulter le Comité Secret (sic), permettre l'expression des différentes opinions qui prévalent sur ces questions. Cela n'a pas été fait. […] Le procédé qui a été utilisé est inadmissible sur le fond comme sur la forme. J'ai attiré votre attention sur ce point, mais vous m'avez dit qu'il était trop tard pour l'exprimer, car, et je vous cite*, 'le coup est déjà parti' ».
Et la liste du *« petit comité convoqué en urgence »* n'a toujours pas été révélée dans son intégralité. La société civile, échaudée par les récents scandales et autres conflits d'intérêt, n'a pas tardé à soulever cet aspect. Questionné à ce propos par Benjamin Sourice [6], Jean-François Bach, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences, répond qu' *« il est très difficile de garantir une absence totale de conflits d'intérêts, je ne connais pas le CV de chaque personne. D'ailleurs, un spécialiste qui n'aurait jamais eu de lien avec l'industrie au long de sa carrière, ce serait inquiétant. Il ne faudrait pas éliminer des compétences pour ce motif »*.

Début novembre, apparaissaient sur le site de la revue *Food and Chemical Toxicology* (FCT), qui a publié « l'étude Séralini », une vingtaine de lettres qui demandaient à l'éditeur, tout simplement, de se rétracter. Est-ce une pratique courante ? L'éditeur a aussi publié une réponse de l'auteur à l'ensemble des critiques émises. Parmi les signataires de ces lettres, nombreux sont ceux qui ont des liens réels et historiques avec les industries des biotechnologies, à l'instar de plusieurs membres du groupe de pression Agricultural biotechnology world (AgBioWorld) : C. S. Prakash, A. Trewavas ou Bruce Chassy, A. Cockburn (toxicologue à l'université de Newcastle et ancien

Directeur Scientifique de Monsanto Europe/Afrique), ou encore Lucia de Souza. Cette dernière est notamment secrétaire exécutive du Public Research and Regulation Initiative (PRRI), directrice du Cutting Edge Solutions, cabinet de consultants suisses sur les biotechnologies, et vice-présidente de l'Association nationale brésilienne de biosécurité (ANBio). L'ANBio, dont Monsanto, Cargill, Aventis ou Syngenta sont membres, a participé activement, dans les médias brésiliens, à la publicité du haricot génétiquement modifié qui aurait *« une réelle importance sociale »* et qui sert de courroie de transmission de l'Isaaa au Brésil [7]. Or, ces appartenances problématiques ne sont pas mentionnées sur le site de l'éditeur.

Enfin, deux autres pétitions, initiées par des groupes de pression favorables aux OGM et diffusées au niveau international, demandent que G.-E Séralini publie ses « données brutes », ce qu'il n'a jamais refusé de faire mais pas à *« n'importe quelle condition »*. Ces pétitions sont donc mensongères car elles donnent l'impression que G-E Séralini ne souhaite pas participer au débat scientifique. La première, intitulée *« Pour garder la science ouverte »*, publiée sur le site change.org connu pour ses mobilisations citoyennes et sociales, a été signée par 57 personnes [8] . La deuxième, publiée sur le site iPetition [9] a été signée par 732 personnes (à la même date). A noter que la seconde pétition, réservée à la communauté scientifique, comporte même, très fort comme concept, quelques signatures « anonymes »... Ces deux pétitions ont été initiées par les auteurs des lettres publiées sur le site de la FCT et notamment M. Prakash.

Des chercheurs soutiennent G.-E. Séralini

Le 2 octobre, le site *Independance Science News* [10] publie une lettre ouverte de soutien à G.-E. Séralini en plusieurs points. Tout d'abord, *« Séralini et ses collègues ne sont que les derniers d'une série de chercheurs dont les travaux déclenchèrent des campagnes de harcèlement bien orchestrées »* et de citer les exemples désormais classiques de Arpad Pusztaï, ou Ignacio Chapela. Cette lettre dénonce aussi le jeu faussé joué par certains médias : *« Dans leur couverture de l'étude de Séralini, les segments incontestablement les plus prestigieux des médias scientifiques* – Science, *le* New York Times, New Scientist *et le* Washington Post – omirent tous de faire contrepoids aux critiques de la recherche en citant un tant soit peu ceux qui appuyaient l'étude de Séralini ». Enfin, vient la réponse à la critique : *« on prétend que l'utilisation de méthodologies courantes dénote la piètre qualité scientifique de l'étude de Séralini et autres (2012), sans préciser que l'industrie utilise les mêmes »*. Or, pour les signataires, *« des organismes comme l'Autorité européenne de sécurité des aliments (AESA) en Europe ainsi que l'Environmental Protection Agency et la Food and Drug Administration aux Etats-Unis ont avalisé des protocoles prévoyant peu ou pas de moyens de détecter les effets négatifs des OGM »*.

Le 22 octobre, G.-E. Séralini annonce sur Bfm qu'il a *« reçu plus de 160 lettres de soutien de scientifiques, malgré les critiques de Monsanto »*, lettres qui ont été adressées à son éditeur [11].

Enfin, une nouvelle lettre ouverte, lettre mesurée et qui en appelle à « *sortir des affrontements entre deux camps nourris de préjugés et d'idéologie* », est publiée dans le journal *Le Monde* daté du 14 novembre. Signée par 130 scientifiques français, de l'Inra, du CNRS, de l'Inserm, et d'autres universités, elle souligne cette division de la communauté scientifique, rappelant que *« les scientifiques qui se sont exprimés sur ce sujet l'ont fait en leur nom propre et ne peuvent prétendre représenter la communauté scientifique dans son ensemble »*. Ensuite, cette lettre reconnaît que *« le protocole suivi dans cette étude présente des défauts qui font débat au sein de la communauté scientifique »*, mais que *« disqualifier le protocole suivi dans le cadre de cette étude revient à disqualifier du même coup les données ayant fondé les décisions d'acceptation des OGM par les experts »*. Ce point a déjà été lui aussi largement mis en exergue par les partisans d'une réévaluation scientifique des PGM actuellement autorisées au niveau européen. Ainsi, dans cette dernière lettre, les scientifiques affirment que *« si les observations en débat méritent d'être*

confirmées par des expériences de plus grande ampleur, cela s'applique également aux tests qui ont servi à autoriser toutes les plantes transgéniques actuellement sur le marché. Si toute cette histoire aboutit au moins à ce résultat, elle aura été utile ».

---

[1] http://www.cnrs.fr/fr/une/actus/201... – elle est actuellement signée par 220 chercheurs -

[2] « *le fauchage volontaire et systématique des rares parcelles dédiées à l'expérimentation scientifique de long terme conduite par des établissements publics, sont autant d'entraves à un débat serein* ».

[3] http://www.liberation.fr/sciences/2...

[4] http://www.academie-sciences.fr/pre...

[5] http://leplus.nouvelobs.com/contrib...

[6] http://blogs.rue89.com/de-interet-c...

[7] Sur le site http://www.anbio.org.br/english/book.htm, on peut lire en effet : "*Elle a été invitée par l'ISAAA à être le point focal en Amérique latine pour la diffusion d'informations sur la biosécurité des produits issus de la biotechnologie moderne, la distribution gratuite de brochures et de CD-ROM sur ce sujet*" (traduction Inf'OGM)

[8] http://www.change.org/petitions/glo...

[9] http://www.ipetitions.com/petition/...

[10] http://independentsciencenews.org/health/seralini-and-science-nk603-rat-study-roundup/. Lettre traduite en français : http://independentsciencenews.org/wp-content/uploads/2012/10/Seralini-and-Science-fr.pdf

[11] http://www.bfmtv.com/planete/ogm-se...

Adresse de cet article : https://infogm.org/letude-seralini-divise-la-communaute-scientifique/